

POUR LA GRÈVE DE TOUTE LA DGFIP, AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

Depuis plus de dix ans la DGFIP et ses agents sont la cible des gouvernements, l'actuel accélérant l'entreprise de casse. Tout en continuant à supprimer des emplois (2130 en 2019), le prélèvement à la source pèse sur les personnels et le public. Mais ce sont tous les services qui sont touchés par les manques d'effectifs et les restructurations, par les difficultés pour effectuer toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

Demain, tous susceptibles d'être détachés d'office ?

À l'occasion de l'extension des agences comptables aux collectivités territoriales et établissements publics de santé, la DG vient d'introduire à la DGFIP la pratique du détachement d'office. Jusqu'alors, si des détachements étaient possibles vers une autre administration, ou en interne à la DGFIP (« déplacements »), ils se faisaient avec le consentement ou à la demande de l'agent (voire de droit et sauf cas de sanction). En cas de suppression de poste les agents gardent leur affectation nationale avec maintien sur la commune (hors directions expérimentatrice de l'affectation nationale au département).

Si la possibilité du détachement d'office d'une administration à l'autre existe au niveau Fonction Publique, sous couvert de convocation d'une CAP, la DGFIP n'avait pas encore osé l'appliquer pour ces agents : c'est chose faite avec les agences comptables, dans un calendrier privant les agents des informations nécessaires s'ils veulent faire le choix d'une demande de mutation pour ne pas intégrer l'agence comptable !

La DG vient d'ouvrir brutalement les vannes de la mobilité forcée à la DGFIP. Demain, et notamment dans le cadre de la « déconcentration de proximité » (nouveau label de la géographie revisitée), nous pourrions tous être concernés !

Pour exemple, la direction de Vendée a dévoilé son projet triennal : suppression de 100 emplois en 3 ans, maintien d'1 seul SPF, 2 SIE, 2 SIP, suppressions des 22 Trésoreries pour ne garder que 3 « back-office », création de 2 ou 3 agences comptables, un pôle unique de contrôle fiscal est envisagé et le devenir du PRS est incertain dans le cadre du projet de réseau unique de recouvrement.

Plutôt que de prendre des coups, les personnels, avec la CGT Finances Publiques, exigent :

Des emplois, de la rémunération, de bonnes règles de gestion. Nous ne voulons plus de restructurations ! Cf. tract CGT Finances Publiques du 25/01/2019.

Une faible prime de 200 euros pour une partie des agents ne nous divisera pas ! Le gouvernement et la DG ne comptent pas stopper leurs mauvais coups. A titre d'exemple, la rémunération arbitraire et la mobilité forcée arrivent pour tous les corps de la DGFIP, dans le cadre du RIFSEEP, en janvier 2020. Cf expression CGT Finances Publiques du 29/01/2019



Pour la CGT Finances Publiques, il faut construire une grève nationale unitaire à la DGFIP !

Suite aux mobilisations enclenchées depuis le mois de janvier, les agents des départements du Tarn, de Haute Garonne, des Pyrénées Atlantiques, de Gironde ont décidé de grèves reconductibles. De même pour plusieurs centres en Ariège, dans le Val-d'Oise et le Lot. Ils ont raison : les collègues de Haute-Garonne viennent d'obtenir l'ouverture de négociations sur leurs cahiers revendicatifs. Une cinquantaine de directions étaient en grève le 5 février avec des taux de participation allant de 20 à 68 %. La colère est bien là, et elle ne s'arrêtera pas sans avancée revendicative au bénéfice des agents et du service public !

Jeudi 14 février

**LA LUTTE
CONTINUE**

Dans le cadre de l'appel unitaire Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC à la DGFIP du 07/02/2019 et du préavis de grève couvrant les agents jusqu'au 31 mars :

La CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des personnels à faire du jeudi 14 février un nouveau point fort de la mobilisation à la DGFIP et à se réunir sous toutes les formes pour étendre les grèves et les actions sur tout le territoire.

C'est par la mobilisation des agents et une grève unitaire de toute la DGFIP que nous obtiendrons l'arrêt de l'entreprise de casse engagée par le DG et le ministre Darmanin, pour la satisfaction de nos revendications !